
MÉMORANDUM

À : Comité scolaire

DE : Brian Marques, directeur principal de Opportunity Youth

CC : Brenda Cassellius, Directrice
Chef de cabinet Mary Dillman
Conseillère principale Megan Costello

DATE : 29 mars 2021

RE : **Révision de la politique et des procédures d'assiduité pour l'année scolaire 21-22**

La politique d'assiduité du district est fondamentale pour garantir l'équité dans la manière dont nous soutenons, motivons et engageons nos élèves les plus vulnérables à participer pleinement et à bénéficier de leur éducation. Le taux d'absentéisme chez les élèves les plus marginalisés est plus élevé que celui de leurs pairs, notamment les élèves noirs et Latinx, les apprenants d'anglais, les élèves handicapés et les élèves économiquement défavorisés ou en situation d'itinérance. Durant l'année scolaire en cours, le taux d'absentéisme chez les élèves noirs et Latinos était chronique supérieur, soit 6% de plus que la moyenne au niveau du district. Les apprenants d'anglais et les élèves avec un PEI suivent respectivement avec un taux d'absentéisme de 3 et 11 %.

Contexte

Historiquement, la Massachusetts General Law «Loi générale du Massachusetts (MGL) » et la politique du district des BPS ont brandi des menaces de punition pour mettre fin à un faible taux d'assiduité. Des recherches actuelles démontrent que punir les élèves n'est pas la solution adéquate au manque d'assiduité ([Absence chronique: Briser les mythes](#)). Recherche effectuée par un leader d'opinion national, [Présence](#), montre que la réduction de l'absentéisme chronique passe par la résolution de problèmes et l'apport de soutien, et non le blâme et la punition. Cependant, des éléments de punition restent ancrés dans la politique du district. Par exemple, une politique en vigueur depuis longtemps permet aux écoles d'attribuer la mention "aucun crédit" aux élèves ayant quatre heures d'absence ou plus au cours d'une période de notation, que l'élève ait ou non rempli les conditions requises en matière de compétences pour réussir le cours

De plus, la politique d'assiduité des BPS a conservé un langage qui criminalise les élèves. Le plus frappant est l'utilisation du terme «délinquant» dans certains cas. Le Massachusetts a pris des mesures pour dépénaliser la loi sur l'absentéisme. Le 7 août 2012, le gouverneur Patrick a signé le projet de loi de réforme du CHINS (S.2410 Loi concernant les enfants et les familles engagés dans des services), donnant ainsi à des milliers de jeunes à risque et à leurs familles un accès direct à l'aide et aux services dans leurs communautés. CHINS signifie *Enfants ayant*

besoin de services et renvoie au système dont les parents, les écoles et la police se sont servis pour solliciter de l'aide lorsqu'un enfant présentait un comportement à haut risque et potentiellement dangereux. L'idée était qu'en déposant une pétition CHINS, ou «CHINS», l'enfant aurait accès à de l'aide et à des services susceptibles d'améliorer son comportement, de le soutenir et de l'aider à éviter de futurs incidents avec le système de justice pénale. Cependant, dans la plupart des cas, ce n'est pas ainsi que le processus s'est déroulé.

«CHINS kids» désignait des jeunes qui, dans la plupart des cas, étaient confrontés à de graves problèmes, notamment la toxicomanie, des problèmes de santé mentale non diagnostiqués, la violence domestique et les abus sexuels. Ils avaient besoin de services et de soutien, mais dans le cadre du processus CHINS, le système de justice pour mineurs était leur seule option pour obtenir de l'aide. Des familles se sont présentées à la barre à l'effet de trouver un consensus à leur différent mais en sont sorties divisées. Cela a eu un impact émotionnel négatif important sur leur vie. La Reform Act « Loi sur la réforme » a transformé le système judiciaire pour mineurs en un système communautaire axé sur la famille et l'enfant et a adopté la terminologie Child Requiring Assistance (CRA) en lieu et place de «CHINS».

Malgré cela, l'utilisation du terme "habitual school offender (HSO)", un type spécifique de CRA, par le Suffolk County Juvenile Court (SCJC) a été maintenue. En conséquence, le terme *délinquant* a continué d'apparaître dans la politique d'assiduité du BPS en ce qui concerne les étudiants du BPS. Malgré le message qu'elle envoie aux étudiants et aux familles sur la façon dont ils sont perçus par le district, cette terminologie perpétue un modèle sociétal de criminalisation des jeunes Noirs et Latinx, qui sont chroniquement absents à des taux disproportionnellement plus élevés dans le BPS. Fait intéressant, à travers le processus d'examen de la politique d'assiduité du district avec une optique sur l'équité raciale, le Bureau du conseiller juridique du BPS a été consulté sur les options pour retirer le terme «délinquant» de la politique. Il a été déterminé que le terme «délinquant scolaire habituel» n'apparaît en fait nulle part dans les statuts des États (MGL), donc malgré l'utilisation continue du terme par le SCJC, rien n'empêchait le district de l'éliminer entièrement de sa politique d'assiduité.

D'autres districts scolaires urbains, tels que l'Oakland Unified School District (OUSD), ont constaté que le manque d'engagement au sein des familles et des élèves est aggravé par le fait que leur politique d'assiduité était principalement réactive et punitive, survenant lorsque les élèves connaissent déjà une absence criarde et des désintérets connexes envers l'école. L'absentéisme scolaire est le point d'intervention dans la plupart des districts, mais il requiert généralement une intervention au niveau du district qui suit un processus juridique prescrit et conduit les familles à un point de crise. Le rapport "[Un examen approfondi de la participation des hommes afro-américains à l'OUSD](#)», a relevé le besoin d'une plus grande attention à la prévention et à l'intervention significatives le plutôt possible après tout problème d'assiduité noté, et d'un suivi plus détaillé et « en temps réel » de l'assiduité et des absences. Des recherches montrent que lorsque les écoles élaborent des programmes de partenariats scolaires, familiaux et communautaires, les parents s'impliquent plus et les taux d'absentéisme décroissent.

Engagement des parties prenantes

Au-delà des considérations politiques, les conversations avec nos élèves ont révélé l'élément punitif omniprésent dans nos écoles, en particulier pour les élèves plus âgés. En début d'année 2019, le personnel du bureau central a réuni plus de 30 élèves du secondaire du BPS au Youth Attendance Forum pour avoir leurs avis et leur donner les moyens de contribuer à la vision des pratiques d'assiduité du district. Le forum a révélé un sentiment constant parmi les élèves qui parlaient d'expériences punitives à l'école. Un élève a même fait remarquer : « Ils nous traitent

comme si nous étions en prison », tandis qu'un autre a déclaré : « ils nous punissent par des détentions et des suspensions ».

Un autre sujet de préoccupation chez les élèves, les parents et les éducateurs est la politique du district qui consiste à convertir les retards en absences. Bien que cette politique ne soit pas reflétée dans les statuts d'absentéisme MGL, elle a été longuement appliquée au sein des BPS. Lorsqu'il est associé à la politique « sans crédit », il peut conduire les élèves à échouer à un cours en raison de retards convertis en absences. Non seulement cette politique n'est reflétée nulle part dans la MGL, mais elle est également contraire aux directives de déclaration de présence du DESE, dans lesquelles les élèves qui fréquentent 50% ou plus de la journée scolaire sont marqués comme présents. Une fois de plus, les réactions de la communauté ont révélé des inégalités généralisées dans l'application de cette disposition de la politique, ce qui a eu un impact disproportionné sur les étudiants noirs et latinos.

Analyse des données

Une récente [analyse](#) de la « politique de non-crédit » a révélé des inégalités généralisées dans l'application de cette politique. S'il a été établi que le pourcentage de notes sans crédit attribuées aux élèves appartenant à des groupes vulnérables, notamment les élèves sans abri, les élèves handicapés et les apprenants anglais, ne différait pas sensiblement de leur représentation proportionnelle, il a été révélé que les élèves noirs étaient près de 24 % plus susceptibles de se voir attribuer une note sans crédit lors de la première période de notation de l'année scolaire 2020-21. Plus troublant, cependant, était l'inapplication de la politique dans les écoles. Seulement près de la moitié des lycées du BPS suivaient la pratique qui consistait à n'accorder aucune note de crédit aux étudiants, et le nombre d'élèves par école variait de 1 à 284.

Impact politique

Cette proposition abrogera les dispositions de la politique d'assiduité qui ont perpétué les inégalités raciales et autres, tout en utilisant une optique plus culturellement et linguistiquement affirmative pour les activités de prévention et d'intervention de l'absentéisme. Le comité consultatif de fréquentation du district a dirigé le processus de révision de deux ans, intégrant un engagement approfondi des parties prenantes et une analyse des données. La politique d'assiduité révisée s'alignera mieux sur les pratiques antiracistes, culturellement et linguistiquement soutenues que les BPS s'efforcent de promouvoir. Bon nombre d'éléments punitifs de l'ancienne politique ont eu un impact disproportionné sur les élèves noirs et latinos, ainsi que sur les apprenants d'anglais et ceux en éducation spécialisée.